



HAL
open science

Eléments pour une Histoire du Temps Présent. La Réunion (1942-1963)

Yvan Combeau

► **To cite this version:**

Yvan Combeau. Eléments pour une Histoire du Temps Présent. La Réunion (1942-1963). Travaux & documents, 2004, Histoire-géographie, 21, pp.111-126. hal-02161018

HAL Id: hal-02161018

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02161018v1>

Submitted on 20 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Eléments pour une Histoire du Temps Présent La Réunion (1942-1963)

YVAN COMBEAU¹

Résumé : Etude sur une période de l'histoire récente des enjeux politiques de la société réunionnaise. Du statut de colonie à celui de département, l'île connaît une accélération exceptionnelle. Derrière les évolutions institutionnelles, se profilent les débats politiques, les changements de générations et les mutations sociales. L'analyse tant des forces que des itinéraires politiques souligne la place de La Réunion dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Mots-clés : Colonie, Département, Retards, Communisme, Gaullisme.

Dans une histoire des temps présents où le politique occupe une place si déterminante, les années 1942-1963 sont encore proches. La mémoire d'une large partie de la population réunionnaise garde le souvenir de ces années d'une intense vie politique : des acteurs de la départementalisation de 1946, des rassemblements gaullistes et communistes des années Cinquante, des campagnes électorales mélange de violences et de fraudes... Nombre d'habitants se souviennent du dernier gouverneur Capagorry, des préfets Demange ou Perreau-Pradier.

DE LA COLONIE AU DEPARTEMENT (1942-1946)

En 1942, après la libération de son territoire par les forces gaullistes, la colonie Réunion est sous la direction d'André Capagorry, qui prend officiellement le titre de gouverneur par le décret du 1^{er} décembre 1942. La Colonie est exsangue. La seconde guerre mondiale a réduit pour plusieurs années son faible potentiel économique.

1 Professeur d'Histoire contemporaine, Directeur du C.R.E.S.O.I. (Centre de Recherches sur les sociétés de l'océan Indien). Chercheur-associé à l'I.H.T.P. (CNRS), il mène ses recherches sur l'histoire politique et culturelle (XIX^e-XX^e). Il a publié de nombreux ouvrages et articles sur l'histoire des temps présents à La Réunion. *La vie politique à La Réunion Tome I (1942-1963)*, *Tome II (1963-1983)*, *La Réunion-Madagascar (Départementalisation et Indépendance)*.

La compréhension de la situation politique au début de ces années quarante impose de prendre en compte le poids de ces deux années de la révolution nationale, du régime de Vichy sous la direction d' Aubert et le poids politique des années du front populaire². L'explication du présent oblige à ce retour sur deux moments saillants de l'histoire de la Colonie. Dans ce temps d'une vie politique renaissante (1942-1945), nombreuses sont les références faites à ces années de guerre et aux idées départementalistes des mois de 1936-1937³.

La gauche tente de renouer avec la dynamique de ces combats du front populaire. Le souffle départementaliste s'évalue dès les premières consultations électorales de l'après-guerre. Pour la première fois depuis 1936 l'ensemble du corps électoral réunionnais est appelé à voter. L'article 6 de l'ordonnance du 20 novembre 1944 porte adaptation aux territoires relevant du Ministère des Colonies des dispositions de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la Libération et accorde aux femmes le droit de vote.

Dans la Colonie, ces élections apparaissent comme le point d'affrontement (dans les urnes) d'une bipolarisation naissante entre deux blocs⁴. À gauche, un mouvement de rassemblement aboutit à la naissance officielle du Comité Républicain d'Action Démocratique et Sociale. Le C.R.A.D.S est alors animé par le Docteur Raymond Vergès (Président) et Léon Lepervanche. Il hérite du projet et de l'expérience du Rassemblement populaire de 1936-1937. Le second pôle se construit autour d'un bloc unissant les représentants des droites locales sous l'influence dominante de la démocratie-chrétienne et d'un leader : Alexis de Villeneuve. La vigueur et le dynamisme de la presse (*Le Progrès*, *Témoignages*, *La Démocratie*, *Le Communiste*, *Le Cri du Peuple*) de ce premier semestre 1945 sont des révélateurs de la vitalité du débat et de la force des enjeux politiques pour une large partie de la population.

La campagne des municipales de mai 1945 se déroule dans un climat des plus calmes⁵. Le gouverneur Capagorry affiche hautement son

2 Voir article sur Vichy et la Colonie, se reporter au livre de E. Combeau-Mari et E. Maestri (ss. dir.), *Le Régime de Vichy dans les colonies du sud-ouest de l'océan Indien*, Nathan-Sedes, 2001.

3 Voir le mémoire de DEA de Didier Rouaux, « Le Front populaire à La Réunion » sous la direction de Y. Combeau, Université de La Réunion.

4 Nous renvoyons à l'étude détaillée dans le livre *La vie politique à La Réunion (1942-1963)*, Nathan-Sedes, 2001.

5 Lire « Les élections municipales à La Réunion (mai 1945) », in les Actes du Colloque *Les Femmes dans les sociétés pluri-culturelles de l'océan Indien*, Nathan-Sedes, 2002. Le mémoire de P. Javegny étudie ces scrutins municipaux (Mémoire de Maîtrise d'Histoire, « Les élections municipales du 27 mai 1945. Les élections sans rhum »).

Sur la place des femmes voir le DEA de P. Ponon-Vienne, *La Place des femmes dans la société réunionnaise au lendemain de la seconde guerre mondiale*, Mémoire sous la direction de Edmond Maestri, Université de La Réunion, 1999.

intention d'encadrer ces premières échéances nationales⁶. Pour prévenir tous les désordres et le retour aux fraudes électorales de la III^e République, le Gouverneur prend plusieurs mesures (forte présence des forces de l'ordre, vente de rhum interdit pendant 43 jours, attention portée jusqu'à la transparence des rideaux d'isoloirs...).

« La Réunion, véritable foyer de la civilisation française dans l'océan Indien, partie intégrante de notre Grande Patrie, sera elle-même, dimanche le point de mire de la Métropole, des Colonies et aussi des Nations alliées » (Capagorry).

Une note du 17 mai du C.R.A.D.S. au gouverneur souligne l'exigence d'une rupture avec les comportements politiques passés (légalité des listes électorales ; interdiction de toute distribution de rhum ou d'argent ; interdiction de la vente de toutes les boissons alcooliques la veille et le jour du scrutin, interdiction de transports massifs d'électeurs par camion – rappel des dispositions législatives (passage par l'isoloir, communication des cartes électorales...).

Le face à face des deux listes se conclut par une victoire remarquable du C.R.A.D.S. dans 12 communes sur 23⁷. Le renouveau s'exprime d'autant plus que la participation électorale est massive (74,5%). Succès importants si l'on examine le poids des 12 communes dans la Colonie. La gauche conquiert les grandes villes de l'île (Saint-Denis, Le Port, Saint-Louis, Saint-André, Saint-Paul, La Possession, Saint-Pierre). La volonté politique exprimée lors des premières échéances électorales de l'après-guerre est avant tout un message de rénovation sociale. C'est un vote contre la régression sociale accentuée par les années de guerre. Comme le note le journal *Le Progrès*, on a voté contre la bourgeoisie locale et sur le slogan « Le Pouvoir au peuple ».

En octobre 1945, lors des cantonales, le C.R.A.D.S. remporte 31 sièges sur 36. La géographie électorale de ces scrutins dessine une fois encore un croissant allant du canton de Saint-Pierre à celui de Saint-André. Pour les élections à l'Assemblée constituante, les deux représentants du C.R.A.D.S. sont élus (Léon de Lépervanche et Raymond Vergès). Le projet et la volonté politique réunionnaise rencontrent une majorité de gauche (P.C.F., S.F.I.O.) qui entend

6 Sur l'histoire des gouverneurs, Hervé Le Joubioux, Doctorant en Histoire au CRESOI (Université de La Réunion) achève sa thèse sur les gouverneurs à La Réunion et à Madagascar (1939-1947).

7 Lire l'ouvrage de P.Eve, *De La Réunion coloniale au département, la concrétisation d'un désir*, Association « Notre département à 50 ans », 1996.

répondre à son projet départementaliste. Le PCF avec plus de 5 000 000 de suffrages sur 20 000 000 d'électeurs obtient 26 % des exprimés (soit 11 % de plus qu'aux dernières consultations) et devient le premier parti de France. Cette situation politique (accord entre « les représentants des anciennes colonies » et le gouvernement) conduit au vote du 14 mars et à la loi du 19 mars 1946. La Réunion devient un département français.

BIPOLARISATION R.P.F. - P.C.F. (1947-1953)

Avec les élections législatives de mai-juin 1946, l'histoire politique réunionnaise entre dans une nouvelle périodisation marquée par un retour des violences électorales et l'accentuation d'une fracture entre les deux principaux camps. Dans une conjoncture sociale caractérisée par les écarts de richesse et le paupérisme d'une large partie de la société, l'affrontement frontal est désormais la règle. L'expression « bipolarisation », souvent utilisée pour peindre ces années de tensions politiques, doit cependant être affinée. À gauche, un axe communiste se constitue. Il se construit autour de personnalités qui exercent un fort ascendant (Raymond Vergès, Léon de Lepervanche, Jean Hinglo...). Dans un premier temps (1945-1947), il se retrouve majoritairement au sein du C.R.A.D.S., puis se recompose avec la création de la Fédération réunionnaise du parti communiste français (1947). À droite, l'année 1947 voit la naissance et la forte implantation du Rassemblement du Peuple Français. Le Rassemblement gaulliste réunionnais joue un rôle central de 1947 à 1953⁸.

Les élections pour la nouvelle Assemblée constituante (2 juin 1946) sont un moment de rupture dans le renouveau du suffrage universel. Le climat d'affrontements des années trente ressurgit. Les graves incidents (expulsion de délégués électoraux, coups et insultes...) révèlent les premiers signes d'une résurgence des violences électorales. Dès le début de la campagne électorale, les réunions des candidats sont fortement perturbées. C'est dans ce climat, que le sang coule avec l'assassinat d'Alexis de Villeneuve. Le samedi 25 mai, sur la place de la cathédrale de St Denis, lors d'un rassemblement organisé par le M.R.P. Alexis de Villeneuve est tué d'une balle de revolver.

Cet assassinat ouvre une longue période de tensions. Dans les jours qui suivent le meurtre du leader M.R.P., la situation explosive dans

8 Sur l'histoire du R.P.F., un livre essentiel de Jean Charlot, *Le gaullisme d'opposition (1946-1958)*, Fayard, 1983. Actuellement, une étude est menée au sein du CRESOI (Université de La Réunion) sur l'histoire du gaullisme. Une analyse sur le RPF de La Réunion doit paraître au sein de l'enquête nationale menée par Bernard Lachaise.

le département s'inscrit à la Une de la presse nationale. Les relations entre le C.R.A.D.S. et le gouverneur se détériorent. Sur le plan électoral, dans la seconde circonscription, la mobilisation (74% des inscrits) joue en faveur de Raphaël Babet. Le scrutin dans la 1^{re} circonscription est reporté au 16 juin. Marcel Vauthier est élu député.

Après le développement de deux camps lors des municipales et des législatives, vient le temps de l'organisation des formations politiques. Dans le contexte de l'année 1947, deux partis nationaux s'enracinent dans la vie politique départementale (le R.P.F. et le P.C.F.).

Au début de l'année 1947, après l'échec de son appel au « non » au referendum d'octobre 1946, De Gaulle revient sur le devant de la scène politique avec deux discours (Bruneval le 30 mars et Strasbourg le 7 avril). La naissance et la vie du R.P.F. à La Réunion sont tumultueuses, riches de querelles et de polémiques internes et personnelles entre les notables politiques du département. Depuis Paris, Jacques Soustelle cherche à éviter les écueils et les pièges. La nomination de Jean Chatel s'accompagne du souhait d'un élargissement du Comité afin de permettre l'entrée de « personnes représentatives des différentes nuances d'opinion et des secteurs sociaux de l'île ».

Le R.P.F. constitue pendant plusieurs années l'organisation politique capable de rassembler les morceaux du puzzle des forces politiques et des notabilités hostiles au C.R.A.D.S. et de fédérer les forces anti-communistes. Dans le contexte départemental, les dirigeants départementaux du R.P.F. reprennent à leur compte les thèmes développés par le général de Gaulle dans son discours de Rennes, le 27 juillet 1947⁹.

Lors des municipales de 1947, dans la plupart des communes, la situation se présente sous la forme d'une opposition communistes-gaullistes. À l'image du général de Gaulle, qui choisit de s'engager contre l'avis d'une partie de son entourage, le R.P.F. départemental se lance résolument dans la bataille en respectant les directives des circulaires nationales. Les résultats du premier tour illustrent dans le département, comme pour l'ensemble du pays, le raz-de-marée gaulliste. Le R.P.F. obtient la majorité des sièges dans de nombreux conseils municipaux (St-Denis, Ste Suzanne, Salazie, Plaine des Palmistes, Ste Rose, Trois Bassins, Avirons, Etang salé, Entre Deux, St Joseph, St Philippe, Tampon, St Pierre). Les communistes perdent cinq municipalités et conservent St Paul, Le Port, St André, Ste Marie, La Possession, St Leu, Bras-Panon, St Louis.

9 Sur le RPF, lire l'article de G. Gauvin, « Approche de l'identité réunionnaise par l'étude d'une culture politique : le R.P.F. à l'île de La Réunion (1947-1958) », *Revue Française d'Outre-Mer*, n°326-327, 2000.

À travers cet échec électoral, les communistes réunionnais viennent de mesurer le poids et la dynamique de l'organisation gaulliste dans le département. Dans un contexte national marqué par l'éviction des ministres communistes par le socialiste Ramadier, le 30 novembre 1947, à l'Hôtel de ville de St Denis, se déroule la première conférence fédérale du P.C.F. Raymond Vergès préside cette naissance avec plus de 400 délégués¹⁰. Les interventions des orateurs portent sur la situation sociale du département et les attentes de la population. « Depuis un an, par l'effort tenace de ses élus communistes, en accord avec les élus communistes des autres vieilles colonies, la Réunion a obtenu le statut de département français. Mais là, comme ailleurs dans l'Union Française, les promesses n'ont pas été tenues et les marchandages ont seuls répondu à la confiance des populations. Là comme ailleurs les trusts coloniaux et leurs complices haut placés ont eu recours aux mêmes sanglantes provocations ».

À la fin de l'année 1947¹¹, la vie politique réunionnaise est désormais structurée autour de deux axes (Fédération communiste - Rassemblement du Peuple Français). De 1948 à 1951, le Rassemblement est la force politique dominante tant dans l'expression de sa force militante que sur le plan électoral. 1948 s'inscrit dans l'histoire du R.P.F. comme l'année de la mobilisation et des grands meetings. Au jardin colonial de St Denis, le 25 avril, une vaste réunion d'information rassemble 10.000 personnes. Le 27 avril 1947, l'annonce de la mort de Jean Chatel ouvre à Jules Olivier la voie de la présidence du Rassemblement et de la Mairie de St Denis. Symbole de la dynamique du R.P.F., les succès du 14 octobre 1948 avec l'élection d'Olivier et Vauthier au Conseil de la République. André Blanchet, journaliste au *Monde*, est présent dans l'île lors de ces élections. Il décrit ainsi le déroulement du scrutin :

« J'ai assisté à ces élections, qui ont matérialisé devant mes yeux la coupure abrupte et sans équivoque de l'opinion publique en deux blocs plus que rivaux : hostiles. Non seulement aucune voix ne s'égarait sur des listes autres que la communiste et l'anticommuniste, mais on vit en outre les délégués, sur le perron et dans le parc du palais de justice où se déroulait le scrutin, se ranger spontanément de part et d'autre d'une ligne de démarcation invisible, mais plus étanche qu'aucune frontière, puisque

10 Une biographie de Raymond Vergès a été publiée en 1994 par C. Lauvernier (*Raymond Vergès 1882-1957*).

11 Le suivi de la chronologie politique est consultable dans André Siegfried, *L'Année Politique 1947*.

nul ne la franchit durant les deux heures que dura le dépouillement : deux camps, deux camps retranchés... »¹².

Le début de la décennie cinquante marque le reflux du R.P.F. L'échec des législatives de 1951 accélère les divisions internes du mouvement gaulliste. À l'évidence, les parcours individuels l'emportent sur le combat collectif. En 1953, le R.P.F. conserve quelques municipalités dont St Denis après des affrontements très vifs entre Babet et Olivier. Dans cette phase terminale du R.P.F., c'est un maire gaulliste (Olivier) qui se prépare à accueillir le général de Gaulle pour sa première visite sur l'île de La Réunion. Conscient de cette perte d'influence, dès le 25 novembre, dans son éditorial, *Le Progrès* s'interroge sur fin du mouvement gaulliste (« Où est le R.P.F. ? »).

UNE ANNEE DE RUPTURE (1956)

1946-1956 : dix années après la naissance du département, le bilan de la départementalisation s'impose comme un thème prégnant dans la vie politique de l'île¹³. Alors que la France des années cinquante profite des premiers moments de l'expansion, La Réunion ne connaît ni la croissance ni la hausse du niveau de vie. La question du statut n'est encore posée qu'au regard de la déception de la population et des espérances nées en mars 1946. Le département ne parvient pas réellement à exister, à sortir du passé colonial. Les gouvernements de la IV^e république sont constamment rappelés aux engagements de la loi, mais le temps joue contre le développement du département. Le regard des observateurs et les articles de la presse nationale confirment l'accumulation des retards. La progression du nombre des chômeurs non secourus, la non application des textes de lois aux départements d'outre-mer, participent de ce mouvement de mécontentements qui touchent la grande majorité des Réunionnais.

En 1956, La Réunion n'est pas à l'écart de l'effervescence politique née de la dissolution de l'Assemblée nationale. Cette bataille électorale s'engage sur fond de crise économique et de guerre en Algérie. Dans le département, les enjeux nationaux se croisent avec les inquiétudes sociales d'une population déçue par les résultats de la départementalisation. La campagne électorale repose la question des fraudes et des violences électorales. En ces années de la

12 Enquête d'André Blanchet dans le quotidien *Le Monde* (janvier 1949). Sur l'intégralité de l'analyse de cette enquête se reporter à *La Revue Historique des Mascareignes*, n°1, 2000.

13 Voir le détail de ce débat dans Y. Combeau, *La vie politique à La Réunion (1942-1963)*, chapitre V (« Dix années déjà... »).

IV^e république, après la parenthèse des scrutins de 1945, les affrontements et les fraudes le jour du vote sont permanents. Ce sont ces pratiques et les tensions qui en découlent lors de chaque scrutin que le législateur (Assemblée nationale puis Conseil de la République) veut atteindre lorsqu'il examine au début de l'année 1950 la proposition de loi de Jean Minjoz.

1956 : Le bilan de la départementalisation est d'abord celui de l'insatisfaction. Les élections législatives de janvier traduisent ce sentiment. La victoire de deux députés communistes (Paul Vergès et Raymond Mondon) bouscule le paysage politique. 1956 voit aussi la nomination d'un nouveau Préfet, Jean Perreau-Pradier, décidé à s'opposer à cette progression des idées communistes dans le département. L'opposition entre le Préfet et les communistes se mesure très rapidement lors des scrutins de St André (1957) et la législative partielle qui suit le décès de Raphaël Babet. Le climat délétère des scrutins de la fin 1957 place une nouvelle fois La Réunion sur le devant de la scène politique nationale avec un débat parlementaire sur les atteintes au suffrage universel dans l'île et la création d'une Commission d'enquête à l'initiative du Parlement.

LES DEBUTS DE LA VERITABLE DEPARTEMENTALISATION (1958-1963)

Sur ces cinq années (1958-1963), La Réunion connaît des évolutions essentielles. Nous insistons ici sur ces cinq années afin de souligner le changement d'échelles, qui impose de nouvelles approches. Sur le plan international, la décolonisation bouscule les équilibres. Sur le plan national, la rupture de l'année 1958 ouvre le chantier d'une nouvelle politique. À La Réunion, la naissance du Parti Communiste Réunionnais et son combat pour une évolution du statut de l'île constituent une nouvelle donne et contraignent le gouvernement à des changements d'orientations et de comportements. Enfin, en 1963, l'élection de Michel Debré dans la 1^{re} circonscription de Saint-Denis constitue un tournant considérable. Ce sont tous ces éléments rassemblés, qui place l'île dans une autre dimension. Pour comprendre la situation de l'île, il faut conjuguer l'ensemble de ces paramètres qui composent la nouvelle conjoncture. La Réunion apparaît autrement et entre véritablement dans la phase de départementalisation.

Une nouvelle République

À la fin du mois d'avril 1958, la chute du gouvernement Gaillard déclenche une crise, qui occupe le devant de la scène politique nationale et départementale. Le 29 mai, afin de sortir d'une crise des plus complexes, où se mêlent les négociations des parlementaires, la pression de l'armée et de l'insurrection, l'influence des réseaux gaullistes et les faiblesses constitutionnelles de la IV^e République, René Coty désigne « le plus illustre des Français » pour constituer le gouvernement. Charles de Gaulle, dernier président du conseil de la IV^e République, est investi le 1^{er} juin avec les pleins pouvoirs pour six mois (2 juin). Une nouvelle république est en chantier...

Le 30 mai, sur les ondes de Radio St Denis, le préfet Perreau-Pradier se présente comme le garant de l'ordre républicain et annonce l'interdiction de toutes les manifestations publiques.

En six mois, en trois temps (referendum, législatives, présidentielle), la V^e République s'impose et le nouveau modèle républicain s'installe dans le département. Au cours des mois de juillet et août, les réseaux gaullistes se raniment. Comme dans l'ensemble du pays, les partisans du général préparent les futures échéances et structurent le mouvement. À la grande manifestation parisienne, riche de symboles (le 4 septembre sur la Place de la République), répond à St Denis, le dimanche 7 septembre, le rassemblement organisé par l'antenne réunionnaise de l'Association nationale pour le soutien au général de Gaulle.

Le 28 septembre, les chiffres confirment la réussite de la campagne et la confiance accordée très largement au général de Gaulle. La Réunion a certes accompagné l'orientation nationale (79,25% d'exprimés pour le oui), mais elle s'en distingue aussi par une approbation quasi-unanime. Les « 94% de oui » ont un arrière goût de fraude et d'urnes savamment remplies.

Dès le mois d'octobre, la campagne des législatives conjugue le changement de régime et le renouveau de la politique outre-mer française. L'espoir renaît d'une véritable départementalisation.

Par-delà les questions nationales où prévaut la crise algérienne, la campagne réunionnaise se centre sur les exigences d'un département d'outre-mer, qui doit rattraper ces retards (logements, infrastructures routières, écoles, de niveau de vie générale de la population, santé...) pour être partie prenante de la France.

Au soir du 23 novembre, le département de La Réunion confirme l'embellie gaulliste du referendum. Le vote atteste la poussée des

candidats U.N.R. - M.R.P. et le recul communiste avec les succès de Valère Clément, Marcel Cerneau, M. de Villeneuve.

Depuis les législatives de 1945, c'est la première fois que La Réunion ne compte aucun député communiste dans sa représentation. Mais, comme au cours de la période novembre 1945-mai 1946, avec trois sièges, la majorité gouvernementale et l'expression électorale réunionnaise sont en totale harmonie.

Troisième temps de ce renouveau politique, l'élection du président de la République, le 21 décembre, scelle le tournant constitutionnel de l'année 1958 avec l'élection du général de Gaulle.

La décolonisation et la Communauté

Dès le mois de juin 1958, De Gaulle tente de faire accepter une formule rénovée de « l'Union française ». La nouvelle organisation s'intègre dans l'avant-projet constitutionnel et propose de bâtir un édifice de type nouveau et original baptisé finalement « Communauté » sur l'inspiration de Philibert Tsiranana, député de Madagascar¹⁴.

A l'occasion de son périple africain d'août 1958, destiné à promouvoir, mais aussi à tester l'idée de Communauté, le Général de Gaulle est amené dans son discours de Brazzaville du 24 août 1958 à annoncer la souplesse du dispositif qui doit permettre aux Etats qui le souhaitent de préparer au sein de la Communauté leur future indépendance.

Les résultats du référendum constitutionnel en Afrique et à Madagascar, favorables à plus de 90% au « oui », en dehors de la Guinée qui fait secession, entérinent l'adhésion à la Communauté.

À la fin de l'année 1958, la Communauté est donc composée, d'une part de la République française qui comprend la France métropolitaine, quatre départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion), six territoires d'outre-mer (côte française des Somalis, Comores, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, îles Wallis et Futuna, St Pierre et Miquelon) et, provisoirement l'Algérie ; et d'autre part de douze Etats autonomes gérant librement et démocratiquement leurs propres affaires : le Sénégal, la Mauritanie, le Soudan (futur Mali), le Niger, la côte-d'Ivoire, la République voltaïque, le Dahomey (futur Bénin), le Gabon, le Congo, la République centrafricaine (ex-Oubangui-Chari), le Tchad et Madagascar, ce qui

14 L'étude des relations La Réunion-Madagascar, se retrouve dans l'ouvrage collectif du CRESOI, *La Réunion-Madagascar (1942-1972)*, Nathan-Sedes (Bibliothèque Universitaire et Francophone), 2003.

consacre la disparition des deux fédérations d'Afrique-Occidentale française (A.-O.F.) et d'Afrique-Equatoriale française (A.-E.F.).

Naissance du P.C.R.

En 1959, face à l'implantation gaulliste et au préfet Perreau-Pradier, se tient, les 17 et 18 mai 1959, la VI^e Conférence de la Fédération du P.C.F de La Réunion, réunie dans les locaux de la mairie du Port. À son ordre du jour, une question fondamentale : décider la transformation de la Fédération communiste de La Réunion en Parti communiste réunionnais.

À la fin des années Cinquante, les communistes évaluent l'expérience et les résultats de la départementalisation et le devenir du statut dans le contexte de la décolonisation. À ces éléments, ils adjoignent l'interrogation sur le gouvernement de l'île et posent la question de l'autonomie dans les relations avec la France.

Le bilan de la loi de départementalisation (quels actes ? quel dispositif législatifs, quelles évolutions ?) conduit la Fédération communiste (créée en 1947) à remettre en cause le statut de l'île. En prenant la mesure de la situation économique et sociale, les communistes réunionnais entament un tournant idéologique.

Les communistes proposent de s'engager sur une nouvelle voie donnant aux Réunionnais « le droit de gérer eux-mêmes et démocratiquement leurs propres affaires » : Le mot autonomie s'installe pour de nombreuses années dans la vie politique réunionnaise.

Les délégations des communes se réunissent dans une salle de la Mairie du Port. Quatre banderoles indiquent les mots d'ordre de cette conférence :

- Vive la lutte de la classe ouvrière et du Peuple de la Réunion, pour sa libération du joug colonial.
- Vive l'Alliance de la classe ouvrière et des planteurs.
- Forger dans la lutte un véritable parti communiste, guide et organisateur de nos luttes libératrices.
- Vive la solidarité internationale de la classe ouvrière et des peuples du monde entier.

Certes une fraction des militants communistes, attachés aux liens avec le P.C.F., proches de Léon de Lepervanche ne se retrouvent plus dans ces orientations, mais ils ne peuvent inverser ce mouvement vers l'autonomie qui fait la une de *Témoignages*.

Plus de 150 délégués venus de toute l'île ont discuté pendant 2 jours le projet de thèses présenté par le Comité de la Fédération Communiste de La Réunion

ADOPTANT LA LIGNE POLITIQUE ET
LE PROGRAMME PROPOSÉS

LA VI^e CONFÉRENCE FÉDÉRALE S'EST
TRANSFORMÉE EN CONGRÈS CONSTITUTIF
ET A DÉCIDÉ :

de réclamer pour des Réunionnais le droit de gérer eux-mêmes et démocratiquement leurs propres affaires par l'intermédiaire :
d'une Assemblée locale jouissant d'un pouvoir législatif pour toutes les affaires d'intérêt local.

d'un « Exécutif élu » par cette Assemblée et responsable devant elle ;

-LA CRÉATION DU PARTI COMMUNISTE REUNIONNAIS
instrument décisif entre les mains des travailleurs et du Peuple Réunionnais pour leur libération du joug colonial.

Le second voyage du général de Gaulle

En octobre 1953, De Gaulle effectue un voyage en Afrique de l'Est et se rend à La Réunion. Six ans plus tard, La Réunion accueille pour la première fois un Président de la République. Profitant d'une rencontre des chefs d'États de la Communauté (juillet 1959 à Tananarive) le 1^{er} mai, Philibert Tsiranana, se fait élire Président de la République. L'étape de Tananarive scelle la voie de l'indépendance pour Madagascar.

Charles de Gaulle passe quelques heures à Saint Denis. L'accueil est aussi chaleureux qu'en 1953. Une brochure du Conseil général, attentivement relue par la préfecture, paraît en 1960 et nous laisse quelques belles lignes sur la réécriture de l'événement.

« L'enthousiasme déferla, lorsque fut confirmée la nouvelle de la visite du Président de la République à la Réunion. La presse qualifia cet événement d'historique et l'île en quelques jours, prit une parure de fête. Le général de Gaulle fut acclamé tout au long du parcours et l'enthousiasme de la foule se donna libre cours, lorsque, après avoir gagné l'Hôtel de la Préfecture, le Chef de l'État parut à son balcon. La journée du lendemain devait renouveler l'accueil vibrant que la population avait réservé, dès son arrivée, au Général de Gaulle.

Tant sur le passage de sa voiture que lors de sa descente à pied du Monument aux morts jusqu'à la Préfecture, il fut l'objet de la ferveur populaire. Malgré ses efforts, la Police ne parvenait pas à arrêter les flots exaltés qui se précipitaient, les mains tendues, vers le Chef de l'État. Puis avait lieu, dans les Salons de la Préfecture, la présentation des Corps constitués au Président de la République. Pendant ce temps, la foule, enthousiaste, s'écrasait contre l'enceinte de la Préfecture. Le Général se rendait ensuite aux tribunes du Stade de la Redoute où il était acclamé par 30.000 personnes... ».

Le voyage se déroule pourtant dans une toute autre conjoncture qu'en 1953.

Lorsque le général De Gaulle arrive le 9 juillet 1959 à La Réunion, il mesure désormais le poids de cette terre lointaine dans l'outre-mer français. Il est accueilli par le Préfet, trois députés (Marcel Cerneau, Marcel de Villeneuve, Valère Clément), deux sénateurs (Georges Repiquet, Fred Isautier), Roger Payet (Président du Conseil général), Gabriel Macé (Maire de St Denis).

Le général est très vite confronté à la question des fraudes électorales, qui biaise la vie politique de l'île. Des jets de tracts sur son passage entre l'aéroport et St Denis lui indique la détermination des militants communistes à se faire entendre. Avec cette même résolution, quelques dizaines de communistes participent au rassemblement de la Redoute. Le chef de l'État se trouve alors face à un public enthousiaste, mais il doit aussi entendre les cris (« à bas la fraude ») et apercevoir au loin des pancartes brandies par des militants communistes dénonçant les violations du suffrage universel.

Ce rassemblement pour l'intervention du Chef de l'État regroupe plusieurs milliers de personnes (25.000 ? 30.000 ?). La joie de la population est à la hauteur de l'appel du quotidien du *Progrès* (9.07.1959).

« Vive De Gaulle ! » cela explose des poitrines chez nous !
Monsieur le Président, le peuple de La Réunion, oubliant ses peines, ses luttes, accourt de ses montagnes et des quartiers pour vous crier leur enthousiasme.
Notre affection est gonflée d'espairs. Vous êtes l'espérance de notre peuple ! Vous êtes son dernier recours !

Vive de Gaulle !
Vive la France ! »

Le président de la République insiste sur la passion de la France qui anime les Réunionnais et le rôle possible du département dans l'océan Indien (« Au carrefour des voies maritimes et aériennes, vous occupez

dans l'Océan Indien une position française importante qui pourrait, le cas échéant, devenir capitale »).

Michel Debré, député de La Réunion (1963)

Dans les départements d'outre-Mer, le nouveau régime impulse une politique volontariste. La loi programme du 30 juillet 1960 concrétise cette orientation. La politique des grands travaux liées aux développements des infrastructures économiques est d'autant plus lisible sur le terrain que ces opérations sont exceptionnelles. Il en va ainsi des commencements de la construction (1956-1963) de la route en corniche. Cette route doit relier Saint-Denis à la Possession. Elle est définitivement ouverte en 1963. En 1959, le nombre d'automobiles est de 3540, en 1963 de 10 030. Cette course entre l'équipement routier et le nombre des immatriculations ne fait que commencer.

La Réunion commence à percevoir, mais bien faiblement, les effets de l'expansion économique nationale. L'augmentation du niveau de vie et de la consommation ne concerne qu'une petite fraction de la population. Sur fond d'une situation économique et sociale instable, la question du devenir de l'île constitue le point de fracture et d'affrontements. La bipolarisation des années Cinquante demeure avec d'autres clivages. La manière de se définir (« national », « anticolonial », « départementaliste »...) ou de désigner son adversaire (« séparatiste », « colonialiste »...) est révélatrice de cette logique frontale. Le vocabulaire utilisé est un marqueur de la position politique adoptée.

Au cours de cette année 1960, le projet d'ordonnance, appelée ordonnance Debré, prend forme. Elle permet de muter d'office, et sans appel possible, en France tout fonctionnaire jugé dangereux pour la sécurité du département. En clair, l'exécutif dispose d'un moyen (véritable lettre de cachet) pour chasser un adversaire politique de La Réunion. Le préfet Perreau-Pradier ne se prive pas d'utiliser cette arme politique contre les militants communistes. Plusieurs fonctionnaires sont sanctionnés et expulsés du département.

Dans la vie politique locale, les élections législatives de novembre 1962 se déroulent dans un climat de fraudes et de violences électorales. *Le Monde* (28.11.1962) titre « Scandale sans précédent à La Réunion ». La fraude est si flagrante, que très rapidement chacun peut estimer que le Conseil Constitutionnel sera au moins amené à annuler la consultation de la première circonscription.

Au cours des mois de janvier et de février, les droites réunionnaises se préparent à un nouveau scrutin. Le sénateur Georges Repiquet, vieil ami de Michel Debré, souhaite la candidature de l'ancien Premier ministre. Michel Debré est en effet « disponible ». Il s'impose comme le premier des départementalistes. Il reçoit le soutien de l'Association Réunion Département Français.

Dans ses *Mémoires*, M. Debré donne sa version des événements et définit les enjeux de la bataille électorale.

« C'est alors que Georges Repiquet, sénateur de La Réunion, collègue chaleureux et fidèle gaulliste, donne mon nom à ses amis et leur demande de se rallier à un appel à de Gaulle. Une élection partielle est en effet prévue à Saint-Denis à la suite d'une invalidation du candidat déclaré élu, Gabriel Macé, maire de Saint-Denis, qui accepte de s'effacer sous réserve que son concurrent national, David Moreau, ne soit pas candidat. Le chef communiste qui a dirigé la manifestation séparatiste en 1959 lors de la visite du général de Gaulle voit sa chance dans le maintien de la zizanie. Il entend se faire élire et prendre ainsi la tête d'un mouvement de sécession. Repiquet fait état auprès de ses amis des mesures que j'ai prises en faveur de l'Outre-Mer et notamment de La Réunion. Une délégation est chargée de me convaincre ».

La campagne des législatives partielles du 5 mai 1963 assoit la logique frontale « nationaux-séparatistes » entre Michel Debré (bulletin bleu) et Paul Vergès (bulletin jaune).

La bataille électorale dans la première circonscription prend les allures d'un test politique départemental et national.

« St Denis a vécu un 1^{er} mai très contrasté : il fut tricolore dans la matinée pour M. Michel Debré, et rouge vif dans l'après-midi pour M. Paul Vergès. Bien que les conditions dans lesquelles les deux manifestations avaient été préparées apparaissaient forts différentes, le nombre de ceux qui ont répondu à l'appel des organisateurs indiquait un certain durcissement des camps qui s'affronteront dans quelques jours » (*Le Monde* 3.05.1963).

Dès le premier tour de scrutin, Michel Debré est élu.

Résultats des élections législatives partielles (5 mai 1963)

1^{re} circonscription

Inscrits : 55.170

Votants : 38.670 (70,09% de participation)

Exprimés : 38.273

Michel Debré : 30.908 (80,7% des exprimés – 54,5% des inscrits)

Paul Vergès : 7.365 (19,2% des exprimés – 13,3% des inscrits)

L'annonce des résultats s'accompagne d'une immense fête dans les rues de Saint-Denis. La droite salue ainsi ce qu'elle considère comme le triomphe honnête des « départementalistes » sur les « autonomistes ».

Ces élections sont rapidement contestées par les deux candidats communistes. Le samedi 18 mai, Paul Vergès présente lors d'un rassemblement à St-Denis le dossier qu'il dépose devant le Conseil constitutionnel. Le 9 juillet, le Conseil constitutionnel valide les deux élections.

Avec cette victoire électorale, Michel Debré occupe pour la première fois de sa carrière politique la fonction de député de l'Assemblée nationale. Commence aussi la longue carrière d'un député farouche défenseur des intérêts de la France dans l'océan Indien et bâtisseur d'une Réunion modernisée.

Cette élection constitue une borne dans la chronologie de la vie politique de l'île.

Elle ouvre aussi une nouvelle période de l'histoire de La Réunion.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE (La Réunion de 1942 à 1963)

- Y. Combeau, *La vie politique à La Réunion (1942-1963)*, Nathan, 2001.
P. Eve, *De la colonie au département, la concrétisation d'un désir*, 1996.
G. Gauvin, *Michel Debré et l'île de La Réunion*, L'Harmattan, 1996.
E. Rousse, *Combat des Réunionnais pour la liberté*, CNH, 1993.